

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**  
**PARTI SAHWANYA - FRODEBU**

*Bureau du Secrétaire Général*



**DU DEBAT NATIONAL,**  
**Les points de vue du**  
**PARTI**  
**SAHWANYA - FRODEBU**

*Bujumbura, le 23 Janvier 1997.*

## 0. INTRODUCTION

---

**1. Le Peuple Burundais vient d'être convoqué pour un "Débat National" de plus** par ceux-là mêmes qui lui ont ravi par la force le pouvoir qu'il avait délégué à ses dirigeants à l'issue des élections libres et démocratiques des 1er et 29 juin 1993. Pour sûr qu'il soit, c'est cynique, cruel et immoral, surtout en ce moment où le Peuple est victime innocente des folies insensées de tous ceux qui conçoivent, organisent et exécutent une guerre fratricide absurde, stupide et injuste, dont le même peuple devient la victime expiatoire des ambitions démesurées de ceux qui sont convaincus que le pouvoir est au bout du canon au lieu d'être au fond des urnes.

**2. A travers ce mémorandum,** le Parti SAHWANYA-FRODEBU tente de porter à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale deux importants messages :

**Dans la première partie,** il montre que les débats et autres colloques nationaux organisés dans le passé par les mêmes hommes et les mêmes structures sur le même sujet n'ont rien apportés au Peuple Burundais. Il prouve l'inopportunité et l'impossibilité d'un tel débat dans le contexte de troubles et de massacres des populations innocentes. On appelle ceux qui sont en train d'être massacrés de s'exprimer sur leur meilleure façon de mourir comme du temps de Jules Caesar (Ave Caesar, morituri te salutant !) au lieu d'arrêter d'abord ce qui les tue, de les protéger avant de les solliciter, afin qu'ils puissent débattre dans la sérénité et la transparence.

Comme les précédents, ce débat national n'aboutira à rien qui puisse unir les Burundi, garantir leur sécurité et vivre libres pour être libres du choix démocratique de leurs propres dirigeants.

Dans ce débat, ceux qui l'ont convoqué feront le constat qu'ils s'étaient trompés dans tout ce qu'ils ont fait jusqu'aujourd'hui, que le processus démocratique qu'ils ont conçu, organisé et exécuté mais lamentablement perdu n'était pas adapté au Burundi et que maintenant ils ont trouvé les vraies solutions et qu'il faut leur faire confiance dans la nouvelle aventure. En somme, un chèque en blanc.

**Dans la deuxième partie de ce mémorandum**, le Parti SAHWANYA-FRODEBU convie tous les Barundi sans exception et sans exclusion à partager ses convictions sur les démarches à suivre pour ramener la paix, la sécurité et la démocratie durables et profitables à tous. Cela doit passer par des négociations totales et globales entre tous les Barundi, sans conditions et sans exclusions.

Le FRODEBU se montre profondément convaincu que la voie violente par les armes et les coup d'Etat n'amèneront pas la paix au Burundi. **Ceux qui usent de la violence pour accéder ou pour se maintenir au pouvoir ouvrent la voie à d'autres violences. La violence agit comme un "boomerang".**

Mobiliser les Barundi pour une guerre contre les Barundi, peu importe d'où que cela vienne, est l'attitude la plus absurde et la plus irresponsable qui soit. Il constate que dans aucun pays du monde personne n'a jamais gagné une guerre civile et que les belligérants finissent toujours par des négociations fraternelles et reste convaincu qu'au lieu de négocier dans les ruines et sur les ruines, il est impératif et plus sage de négocier pendant qu'on peut sauver l'honneur des élites, des institutions et surtout des populations innocentes qui ne veulent rien d'autre que vivre, vivre et vivre longtemps dans la paix et la démocratie.

Et l'Histoire ancienne et récente nous enseigne que, souvent, ceux qui se sont cru assez forts pour défier la raison et utiliser la force peuvent l'apprendre à leurs dépens !

## PREMIERE PARTIE

### I. QUEL DEBAT NATIONAL PREPARE-T-ON ET A QUOI DOIT-ON ABOUTIR ?

---

I.1. BREF RAPPEL HISTORIQUE DES MAUVAIS PRECEDENTS RECENTS DES DEBATS NATIONAUX ORGANISES PAR LE MAJOR PIERRE BUYOYA, PRESIDENT DE FACTO DU GOUVERNEMENT ISSU DU PUTSCH DU 25 JUILLET 1996.

**3. Répondant à une question d'un journaliste de la RFI basé à Nairobi en date du 20 Septembre 1987 moins de trois semaines après le putsch du 3 Septembre 1987 et relative à l'unité nationale, le Major Pierre Buyoya répondait qu'au Burundi, la question de l'unité nationale était déjà réglée depuis dix ans !**

Moins d'une année plus tard, c'était la tragédie de NTEGA et MARANGARA réprimés inconsidérément aux dépens d'une composante de la société. Par la suite, des efforts louables de rapatriement et de réinstallation seront entrepris.

**4. En Octobre 1988, face à des pressions venant de toutes parts,** le Major Pierre Buyoya procéda à la nomination d'un Gouvernement dit de l'Unité Nationale consistant à la parité Hutu-Tutsi des membres du Gouvernement. Cela pouvait être acceptable si ce n'était pas une attitude de façade destinée à simuler un agenda caché de garder le statu quo ante politique et social.

**C'est dans ce cadre qu'une Commission chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale fut mise en place.**

Bien entendu le programme était celui du Parti Unique dont on connaît bien les pratiques extrémistes d'exclusion, d'hégémonie, d'apartheid, de supériorité ethnique et d'assassinats de ceux qui ne partagent pas les mêmes idées politiques ou différents ethniquement.

**Les résultats de ces débats étaient connus et préparés longtemps à l'avance dans les laboratoires du Parti Unique conservateur.**

**5. Au cours de ces colloques**, on aura constaté que les émissaires du pouvoir autoritaire qui les présidaient et les animaient avaient une mission d'expliquer et de convaincre, et non d'écouter et de dialoguer.

L'aboutissement de cette mascarade fut l'organisation du "Congrès Extraordinaire de l'Uprona", forum de prédilection que le pouvoir a toujours utilisé pour adopter les résolutions de l'exclusion. L'avant-projet de la Charte de l'Unité Nationale était adopté dans ce cadre avant de l'imposer au peuple en référendum. Tous les colloques et autres débats n'auront servi à rien puisque les avis et les aspirations du peuple n'ont pas été pris en considération.

De très riches et pertinents amendements apportés par les populations rurales, notamment, n'ont pas été inclus dans cet avant-projet. Les vrais problèmes dont souffre la société Burundaise n'ont pas du tout été concrétisés bien que courageusement soulignés par une population fatiguée par la violence des coups d'Etat et les méfaits de l'exclusion.

**6. Suite au discours de La Baule**, le Major Pierre Buyoya accepte la mort dans l'âme le lancement du processus démocratique moins par conviction que par peur de voir le Burundi dépouillé de l'aide des pays développés dont il avait tant besoin. Dans tous les cas, les élections n'allaient être valables qu'à condition que le pouvoir en place les gagne, et tout était mis en place pour cela.

On verra qu'à cette époque la haute administration était vidée des éléments dits "douteux" non satisfaits quant au processus démocratique truqué qui allait être mis en place. C'est le but,

entre autres, du remaniement du 2 Avril 1992 où toutes les Provinces, à l'exception de Makamba avaient un représentant au Gouvernement.

**7. Une Commission Constitutionnelle était créée** pour proposer un système démocratique qui préserve les acquis de l'exclusion, de l'hégémonie et de l'apartheid. Et cela fut fait selon cette volonté. Cette Commission était presque monocolore ethniquement et politiquement. En tous cas, les avis de ceux qui pensaient autrement que le pouvoir ne pouvaient pas passer.

**Le cas typique est celui du Martyr de la Démocratie, S. E. Melchior NDADAYE**, Premier Président démocratiquement élu ; à l'époque, il réclamait une constitution démocratique, républicaine et proche des aspirations profondes du peuple. **Il n'a pas été écouté et il a démissionné.**

**8. Des campagnes d'explications tous azimuts furent menées tambour-battant** à travers des colloques, des débats à l'échelle nationale et internationale. Elles étaient orchestrées sous la bannière du Parti Unique au mépris évident des autres formations politiques naissantes. Ceux-ci tentaient de faire entendre leurs voix en réclamant une Conférence Nationale, en vain. Le pouvoir d'alors fonçait les yeux fermés comme s'il était sûr de son coup une fois pour toutes.

**Mais l'avenir a montré qu'il faut souvent écouter plus petit que soi !**

Le pouvoir tenait absolument à démocratiser à sa manière quoiqu'il en coûte. Et le coût fut prohibitif, à ses dépens !

Une constitution taillée à la mesure du pouvoir n'y a rien changé. Le pouvoir n'a pas eu la victoire malgré cet acharnement à gagner ; le règne sans partage qu'il voulait, il ne l'a pas eu par la voie démocratique qu'il avait préconisée. On sait comment par la suite il s'y est pris pour retrouver ce "cher pouvoir", par tous les moyens, y compris ce qu'on vit depuis le 25 Juillet 1996, par le "sabre et le goupillon."

**9. Malgré toutes les balises et tous les obstacles d'épines jonchés sur le passage des concurrents politiques, malgré toutes les tracasseries, "l'enfant expressément maudit, l'enfant délibérément mal aimé" a gagné les élections, au grand dam des partisans de l'ordre ancien** qui n'ont fait que constater les dégâts face à la montée fulgurante de ceux qu'on s'amuse à appeler les va-nu-pieds.

**Mais au lieu d'accepter de vivre avec eux, les partisans de la violence ont opté de vivre sans eux, après les avoir évincé par la force, quitte à assumer.**

**10. Pour étayer ce qui précède**, depuis les élections de Juin 1993, il y a eu deux tentatives connues d'éliminer le Président nouvellement élu avant même qu'il ne soit investi :

- Les nuits du 16 -17 Juin et du 2-3 Juillet 1993.

- Quand le Président élu a été investi le 10 Juillet 1993, il n'a eu droit qu'à 102 jours de pouvoir. Il a été lâchement assassiné lors de la tentative de coup d'Etat du 21 Octobre 1993. Depuis, le Burundi est dans une guerre fratricide qui ne dit pas son nom, que certains qualifient de "massacres interethniques" là où d'autres parlent d'"actes de génocide", de "génocide à compte goutte", etc.

**Et de "fil en aiguille", on est arrivé au 25 Juillet 1996.**

I.2. QU'EST DEVENUE L'ACTION DE SAUVETAGE ANNONCEE LE 25 JUILLET 1996 ?

**11. Au 25 Juillet 1996**, l'annonce faite à l'opinion nationale et internationale par ceux qui se considéraient, à l'époque, "plus démocrates que tous les autres" affirmait que ce n'était pas un putsch comme les autres, mais plutôt "une action de sauvetage".

Cinq mois plus tard, la même opinion a déjà déchanté : ladite action de sauvetage semble être devenue plutôt "une action de naufrage". En effet,

**a) Aucun Etat sérieux au monde**, aucune organisation fiable de portée internationale **n'a encore reconnu les nouveaux maîtres de facto du pays**. Les organismes internationaux d'aides et de coopération se sont plutôt tous retirés.

**b) Le pays s'est enfoncé dans un embargo** qui fait tant souffrir le salarié moyen à cause de l'entêtement des responsables du putsch à ne pas mettre en exécution les exigences qui leur ont été demandées par les pays de la Région des Grands-Lacs appuyés par l'OUA, l'Union Européenne et l'ONU afin que la paix, la sécurité et la démocratie reviennent dans le pays.

**Et comme si tout cela ne suffisait pas, on demande au salarié moyen et aux populations en détresse de payer un impôt de capitation pour contribuer à l'effort de la drôle de guerre.**

Mais ailleurs on crie que les mêmes groupes qu'on veut saigner à blanc meurent à cause de l'embargo.

**Alors que le pouvoir déclare avoir recruté assez de militaires pour gagner la guerre, il demande en plus à la jeunesse estudiantine d'interrompre ses études pour s'engager dans une guerre qui compromet dangereusement leur avenir sans qu'ils aient beaucoup de chances de la gagner.**

**c) Depuis le 25 Juillet 1996, la guerre et l'insécurité font rage dans le pays :**

- les bandes armées de tous bords tuent et pillent les populations innocentes;

- plusieurs éléments des forces de l'ordre appelés "indisciplinés" par simple excès de langage, sélectivement tuent, rançonnent et pillent ceux qu'ils sont théoriquement supposés protéger.



- l'administration et l'administration parallèle pèsent lourdement et accroissent l'insécurité des populations qui sont déroutées, ne sachant pas qui des deux peut réellement les sauver.

**d) Les nouveaux maîtres ne semblent pas pouvoir contrôler certains éléments de leur armée ;** même s'ils le voulaient bien, le pourraient-ils ? Et pourtant, beaucoup d'hommes et de femmes de bonne foi au lendemain du 25 Juillet 1996 pensaient enfin que puisque l'armée venait de se doter d'un des leurs pour la commander, celui-ci allait pouvoir leur imposer l'ordre et la discipline; et que les innocents allaient enfin souffler. Jusqu'aujourd'hui, l'expérience sur le terrain montre le contraire.

Avant le putsch du 25 Juillet 1996, on prétextait que les forces de l'ordre travaillaient mal parce que le pouvoir d'alors les diabolisait. Sont-elles encore diabolisées par le pouvoir d'aujourd'hui ?

**Pourquoi les exactions des militaires contre des populations innocentes n'ont pas diminué depuis cette date alors qu'elles ne sont plus diabolisées ? La diabolisation était-elle réellement la cause des méconduites de l'armée ? Y a-t-il impuissance ou mauvaise volonté des nouvelles autorités ?**

**e) Le régime en place n'a jusqu'aujourd'hui donné que les vraies fausses réponses aux vraies questions auxquelles le pays est confronté :**

- Recruter une pléthore de nouvelles recrues à l'armée sur une base d'exclusion comme avant pour combattre un ennemi officiellement très mal défini mais bien connu en réalité vu la nature de ces recrutements;

- Faire taire les démocrates en créant de toutes pièces des dossiers judiciaires avec la complicité des autorités judiciaires qui pratiquent la politique du "deux poids, deux mesures" et une justice à deux vitesses ;

- Penser que la paix passera par la guerre fratricide au lieu de chercher le cessez-le-feu et ouvrir des négociations entre tous les Burundi sans exceptions et sans conditions.

- Tenter d'imposer des institutions toutes faites en ignorant la réalité sur le terrain ;

**par exemple :**

- l'institution d'Abashingantahe,
- le cadre de concertation,
- le conseil économique et social,
- la menace permanente d'une Assemblée Nationale nommée,
- l'administration territoriale dont on expurge tous ceux soupçonnés peu favorables au putsch,
- conseil national de sécurité etc.

Le Major Pierre Buyoya dans tout cela, cherche non seulement à esquiver les négociations sérieuses sur les vraies questions du pays, mais aussi et surtout à se faire légitimer par tous ces organes de l'Etat qu'il essaie malicieusement d'imposer au peuple Burundais pour se faire accepter coûte que coûte. La formule est trop bien connue.

Ce n'est pas en créant des institutions par simples décrets qu'on ramènera la paix. Il faut le faire avec le consentement du peuple.

Le peuple n'a pas besoin de décrets imposés, il cherche la paix et la sécurité qui malheureusement, à voir le programme du Major Buyoya ne semblent pas pointer à l'horizon.

**12. En conclusion**, voilà pourquoi les Forces de Changement Démocratiques en général, et le FRODEBU en particulier, ne pensent pas qu'une simple convocation de quelques dizaines de participants soigneusement sélectionnés pour débattre des conflits Burundais peut aider à les résoudre.

**Certains disent que ce débat est destiné à préparer les esprits en vue des futures négociations; pour ce qui nous concerne, nos esprits sont déjà suffisamment préparés pour chercher la paix à travers des négociations véritables organisées dans un cadre qui permette à tous les Barundi de s'exprimer sans peur ni réserve.**

**Le sujet du débat national est trop sérieux pour être abordé aussi légèrement.**

**13. Les vraies institutions républicaines seront celles issues des négociations entre tous les Barundi** de l'intérieur et de l'extérieur sans exclusions et sans conditions et non celles imposées par des décrets auxquels personne ne croit et par des intimidations, des menaces et des tracasseries policières, administratives et judiciaires de tous genres.

**Ainsi, les Forces de Changement Démocratiques ne répondront pas audit "Débat National" en perspective mais s'engagent à être présentes et contribuer à travers le présent Mémoire.**

### I.3. LES RAISONS DU REFUS DE PARTICIPER AU "DEBAT NATIONAL" TEL QUE PRECONISE PAR LE POUVOIR ACTUEL

**14. Comme indiqué plus haut, le Major Pierre Buyoya prend de court la communauté nationale et internationale** et propose contre toute attente des institutions taillées à sa mesure, des recettes qu'il a déjà présentées au peuple Burundais auparavant mais qui se sont révélées être totalement inopérantes.

Il n'y a qu'à se rappeler les différentes commissions sur l'Unité Nationale, sur la Constitution... toutes assorties des centaines de colloques au Burundi comme à l'étranger à tous les niveaux de la hiérarchie politique et administrative. Toutes ces rencontres avaient une même caractéristique : On a beaucoup parlé ; les populations à la base se sont très pertinemment

exprimées sur les vrais problèmes à résoudre, mais on a découvert à la fin que le pouvoir n'a sorti que ce qu'il avait préconisé dès le point de départ.

**15. La préparation de ce débat a délibérément ignoré la réalité sur le terrain.**

- Les partis politiques, les bandes armées de tous bords, l'insécurité causée par le comportement partisan des militaires Burundais qui confondent délibérément les bandes armées Hutu et les paisibles citoyens innocents de la même ethnie ; et dans plusieurs cas n'hésitent pas à massacrer ceux qu'ils sont supposés protéger. Peut-on aujourd'hui réussir un débat national qui ignore certains chefs de bandes armées peu importe leur idéologie ? Est-il raisonnable et humain de débattre pendant que des citoyens innocents sont gratuitement décimés par des criminels irresponsables de tous bords, par la faim et par la maladie ?

**Une chose est sûre** : personne ne gagnera cette guerre, les Burundi finiront par se retrouver autour d'une table de négociations pour régler leurs différends. Pourquoi ne pas inviter tous les belligérants au cessez-le-feu pour entamer immédiatement les négociations sur l'avenir politique et démocratique du pays avant qu'il ne soit trop tard ? Ceux qui sont déjà morts ne sont-ils pas suffisants ? Pourquoi chercher à ajouter le mal au mal ?

**16. Dans le contexte socio-politique actuel, où le pays vit sous un pouvoir imposé par la force et non encore reconnu ni totalement de l'intérieur, ni de l'extérieur, il est impossible à ce pouvoir d'enclencher avec succès cette dynamique positive permettant à tout le monde de traiter d'égal à égal.**

**17. Un Débat National dans le contexte d'un malaise généralisé lié notamment aux difficultés socio-économiques nées de l'embargo ne peut aboutir à rien qui soit palpable.** Au lieu de s'aventurer dans des explications qui ne convainquent plus personne en menant des missions de charme à l'étranger au prix élevé des frais de mission et de voyage, il est plutôt sage et urgent que ce qui reste encore de la classe politique Burundaise s'investisse

dans des actions destinées à faire lever effectivement l'embargo, à savoir : **ramener la paix et la sécurité pour tous dans le pays.**

Ce qu'il faut est tout simplement un peu de réalisme et de pragmatisme politiques. Débattre sous l'embargo, c'est comme s'engager dans une course de fonds alors qu'on a les deux pieds et les deux bras liés, et oser croire qu'on peut quand même gagner !

Les manoeuvres de contournements de l'embargo en cours ne peuvent pas avoir un impact assez important pour relancer l'économie, elles ne font qu'encourager des spéculations qui provoquent une inflation dont le pays se relèvera très difficilement même si la paix revenait. L'embargo ne peut pas être contourné de cette manière.

**Mais où sont donc allés les conseillers économiques du Président ?**

**18. Quelles sont les garanties de sérénité et d'expression libre de tous les participants au débat national ?**

**Les temps ont changé** ; les Barundi de 1997 ne sont plus ceux de 1965, 1972, 1989, 1990, 1991, ... au moment où on parcourait les quatre coins du pays pour porter le débat à la source. Très peu de gens oseront réellement s'exprimer dans le sens contraire à celui des nouveaux maîtres par peur des représailles. L'exemple n'est pas loin quand ce jeune homme de Muyinga se désolidarisait publiquement des siens qui tuaient des innocents ; il les a dénoncé en annonçant bien ce qui allait lui arriver. On sait qu'il était assassiné dans les vingt quatre heures qui ont suivi son intervention.

**19. L'engagement du nouveau régime pour la paix est plutôt douteux :**

Les autorités du régime issu du putsch du 25 Juillet 1996 s'illustrent par le mensonge et le double langage. Ils changent d'accents et d'attitudes en fonction des interlocuteurs. Ainsi, vis-à-vis de la Communauté Internationale, le régime affirme qu'il va négocier mais que le seul

obstacle est l'embargo. **Aux Burundais et surtout aux extrémistes de l'armée et de l'UPRONA, il dit que la négociation se fera après la victoire sur l'ennemi**, et aux Forces de Changements Démocratiques, il demandera de le suivre ou qu'il marchera avec celui qui voudra et leur dit qu'il va assumer quoi qu'il arrive.

**20. Cela, le Major Pierre Buyoya l'a confirmé dernièrement dans son discours à la population en Province Rutana** où il a affirmé que les trois piliers de la paix sont les Forces de l'ordre, l'administration territoriale, et le système judiciaire (on comprend bien ce qu'il dit quand on connaît la couleur burundaise de ces organes partisans).

Et lors des vœux de Nouvel An aux hauts responsables militaires, il a indiqué que les ingrédients pour la victoire finale sont déjà là :

- a) Les dirigeants qui alimentaient la rébellion ont été destitués ;
- b) Les effectifs qui manquaient pour combattre l'ennemi ont été recrutés ;
- c) Les armes pour combattre l'ennemi viennent d'arriver malgré l'embargo ;
- d) Les fonctionnaires et les populations sont mobilisés pour contribuer à l'effort de guerre.

Et il a ajouté qu'on négociera après la victoire sur l'ennemi !

Comment peut-on négocier avec un ennemi qu'on a déjà écrasé ? Drôle d'euphémisme ! Tous les Burundi ne se reconnaissent pas dans les instruments de la victoire ci-haut annoncée. Cette guerre n'est pas la guerre de tous les Burundi, elle n'est même pas pour les Burundi puisque elle vise leur autodestruction. Et cette histoire nous concerne tous. **Il y a fort à parier que le débat en perspective n'abordera pas sereinement cette question.**

**21. Cette démarche du Débat National vise à contourner la question des négociations, et à écarter toute médiation internationale dans le conflit Burundo-Burundais.** Le Président Mwalimu Julius NYERERE est le premier visé injustement dans cette saga dictatoriale et antidémocratique. **Est-ce qu'un autre médiateur international dirait quelque chose de différent par rapport à ce que le Président Mwalimu NYERERE**

**propose ? Le pouvoir cherche tout simplement à gagner du temps en faisant pourrir les échéances des négociations que le monde entier appelle de ses vœux les plus pieux. Ce sont les Barundi qui sont des problèmes, NYERERE n'est que le bouc émissaire de ceux qui ne veulent pas la paix au Burundi.**

La question Burundaise est arrivée trop loin pour que son étude approfondie se passe d'un médiateur internationalement mandaté. Les Barundi se sont déjà tout dit ; ils ne peuvent plus inventer la roue ; il faut des témoins oculaires neutres pour garantir les accords à convenir.

## **DEUXIEME PARTIE**

### **II. L'AGENDA DU FRODEBU POUR LE RETOUR PACIFIQUE A LA PAIX, LA SECURITE ET LA DEMOCRATIE AU BURUNDI**

---

II.1. L'ENGAGEMENT DU FRODEBU POUR LA VOIE PACIFIQUE DES NEGOCIATIONS VERITABLES POUR TOUS LES BURUNDI SANS EXCLUSIONS.

**22. Le Parti Sahwanya-FRODEBU reste fidèle aux principes suivants :**

- La résolution pacifique des conflits et la réconciliation nationale ;
- Un homme, une voix ; vox Populi, vox Dei ;
- La lutte contre l'exclusion, l'apartheid et le recours à toute forme de violence pour accéder ou se maintenir au pouvoir ; oui aux urnes, non aux armes ;
- La sacralité de l'unité nationale et de la démocratie ;
- Le respect scrupuleux des libertés essentielles et des droits de l'homme et des peuples ;

**23. Il reste profondément convaincu que la guerre civile ne résoudra pas les conflits Burundais et que les partisans de la voie armée, comme tous les autres ayant fait le même choix dans le monde, finiront par se retrouver dans les négociations pour la paix, la démocratie et la sécurité.** Les exemples récents du Mozambique, de l'Angola, du Liberia, de la Sierra Leone, de la Yougoslavie sont bien parlants. **Les partisans burundais du "jusqu'au-boutisme" fratricide ne feront pas l'exception.**

**24. Le Parti Sahwanya-FRODEBU condamne les exactions des bandes armées de tous bords perpétrées contre les populations innocentes.** Il ne peut pas non plus ne pas condamner cette pratique des forces de l'ordre burundaises, qui, sous prétexte d'isoler les bandes armées des populations Hutu, parquent ces dernières dans des réserves qui sont de



véritables camps de concentrations en rien différents de ceux d'Auschwitz de lugubre mémoire de 1940-1945 en Pologne.

**25. Des sources indépendantes et dignes de foi indiquent que ces populations sont laissées à elles-mêmes, interdites de quitter les camps, incapables de se nourrir et en dehors de toute assistance extérieure et de toute dignité humaine; il devient alors facile de présenter ces populations affamées soit comme des victimes de l'embargo, soit comme otages des bandes armées Hutu.**

Cela est arrivé à Bubanza, à Cibitoke, à Karuzi, sur la région côtière du Lac Tanganika où les populations meurent de faim du simple fait que le lac qui constitue de tous temps leur précieux grenier a été fermé depuis des mois. Et cet embargo d'une nature peu ordinaire n'émane pas des pays de la Région des Grands-Lacs ayant décrété l'embargo contre le Burundi !

Ces gens sont punies par le régime pour ne pas l'avoir élu en 1993 et pour ne pas avoir soutenu le putsch du 25 Juillet 1996. Ont-elles eu tort pour cela et méritent-elles de telles punitions ?

**26. Peut-on s'attendre à ce que ces populations-là soient invitées pour le débat national ? Peut-on penser à aucun moment qu'elles seront autorisées à dire la vérité et rien que la vérité ?**

**Le FRODEBU dit non à la guerre fratricide inutile, non au génocide à compte goutte, non à l'hypocrisie politique et au double langage, et oui aux négociations entre tous les Burundi, sans exception et sans conditions, sur les véritables problèmes nationaux et sur l'avenir de la démocratie au Burundi.**

## II.2. L'AGENDA DES NEGOCIATIONS.

**27. Pour des raisons évidentes, le FRODEBU ne va pas étaler ici toutes ses stratégies avant que les vraies négociations ne commencent. Il est tout simplement question de montrer les principales orientations alternatives aux errements en perspective à travers le soi-disant "débat national ". Ces points seront développés et détaillés le moment venu.**

**28. Tous les Burundi devront se convenir et négocier sur les points suivants :**

### II.2.1. Les causes Profondes des violences au Burundi.

Pourquoi et comment en sommes nous arrivés là où nous sommes aujourd'hui ?

Rôle et place de l'exclusion et de l'apartheid dans les violences au Burundi.

### II.2.2. Les auteurs des violences génocidaires au Burundi depuis les années 1960 jusqu'à nos jours.

- Quels sont les grands événements précurseurs et annonceurs des violences au Burundi et qui en ont été les acteurs principaux ?

- Qui ont endeuillé le Burundi et les Burundi par le lâche assassinat du Prince Louis RWAGASORE ?

- Les obstacles à une autopsie totale et complète des génocides que le Burundi a connu depuis les années 1960.

### II.2.3. Comment mettre fin aux massacres des Populations innocentes et à la guerre fratricide au Burundi ?

Qui est l'ennemi de qui dans le borbier Burundais ? Qui doivent signer le cessez-le-feu ?

#### II.2.4. Comment mettre fin à la culture des ethnies pour promouvoir une culture plus positive des idées et de partage ?

- Pourquoi ceux qui partagent la même ethnie ou la même région auraient-ils nécessairement les mêmes idées et les mêmes partis ?
- Pourquoi en a-t-il été ainsi jusqu'aujourd'hui ?
- Quels en sont les résultats ?
- Pourquoi doit-on formellement exiger que chaque parti comprenne toutes les ethnies et toutes les régions ?
- Le quota politique (différent du quota ethnique) comme étape importante à la culture démocratique des idées.

#### II.2.5. Pourquoi l'armée et une certaine classe politique s'opposent-elles à la gestion démocratique de la nation Burundaise ?

Comment promouvoir au Burundi une classe politique des modérés, de tolérance et de partage ?

### II. 3. NEGOCIATIONS POUR LA PAIX ET LA DEMOCRATIE AU BURUNDI.

#### II.3.1. Constat général :

**29. Les négociations véritables pour la paix et la démocratie durables ne sont possibles que dans un climat de sérénité, d'expression libre, d'égalité de chances et d'absence de toute violence. C'est ce qui manque au débat national en cours de préparation. Il faut créer un climat suffisamment propice pour réunir tous les protagonistes sans créer ni peur, ni frustration, ni sentiment d'arrogance ni complexe de supériorité.**

#### II.3.2. Les Préalables aux négociations.

- a) Déclaration du Cessez-le-feu entre ceux qui se sont déclarés la guerre ;
- b) Mise en place des mécanismes pour le retour à la légalité et l'ordre constitutionnel.

- c) Mise en place d'une commission internationale d'enquêtes judiciaires sur l'assassinat de S.E. Melchior NDADAYE, Président de la République et Institution de l'Etat, de ses proches collaborateurs et de tous les génocides que le Burundi a connu depuis les années 1960 ;
- d) Création d'un Tribunal Pénal International sur le Burundi pour reconnaître et juger des crimes investigués plus haut ;
- e) Retour, réinstallation et réinsertion des réfugiés et des déplacés de toutes les générations ;

#### II.4. CONCLUSIONS DES NEGOCIATIONS ET SIGNATURE DES ACCORDS DE PAIX.

- Mise en place d'une plate-forme commune sur l'avenir démocratique au Burundi.
- Projet de la constitution nouvelle.
- Débat national sur la plate-forme et le projet de la nouvelle constitution.
- Organisation du référendum sur la nouvelle constitution.
- Organisation des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques.